

Zeitschrift: Revue suisse d'apiculture
Herausgeber: Société romande d'apiculture
Band: 142 (2021)
Heft: 5

Rubrik: Apisuisse

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 18.06.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

A propos des initiatives populaires du 13 juin 2021

Nous présentons ici un dossier d'apisuisse sur les initiatives populaires, « Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse » et « Pour une eau potable propre » qui seront mises en votation le 13 juin prochain, avec, en première partie, les points de vue de deux chercheurs sur les conséquences des produits phytosanitaires pour les abeilles et l'apiculture et, en seconde partie, les réponses de deux personnalités très engagées dans la campagne à six questions de la revue Schweizerische Bienen-Zeitung.

Jean-Daniel Charrière, responsable du Centre de Recherche Apicole d'Agroscope

Le risque potentiel que peuvent représenter les produits de protections des plantes (PPP) pour les abeilles est reconnu et c'est la raison pour laquelle ce risque doit être évalué systématiquement depuis les années 1970 pour toutes demandes d'homologation de PPP. Les exigences se sont étoffées au fur et à mesure que les connaissances sur les effets délétères et les modes d'exposition progressaient ou qu'apparaissaient de nouvelles molécules. Afin de mieux cerner les risques potentiels pour les abeilles, Agroscope participe à l'effort international pour développer de nouvelles méthodes de testage des effets chroniques, des effets sur le comportement, sur la reproduction ou sur le couvain. Même si le nombre de cas d'intoxication d'abeilles annuellement annoncés ne reflète qu'imparfaitement la situation sur le terrain, on observe tout de même une diminution des cas au cours des dernières décennies.

Dans le but de réduire l'usage de PPP et de concilier la production durable de denrées alimentaires de qualité et la préservation du milieu naturel, Agroscope s'investit fortement pour trouver des modes de production qui permettent de réduire les PPP. Agroscope a ainsi développé de nouvelles variétés de céréales, de vigne ou d'arbres fruitiers plus résistantes aux maladies, a développé des outils d'aide à la décision pour réduire les traitements, a développé des méthodes de lutte non-chimiques (phéromones, organismes auxiliaires ou pièges) contre les ravageurs et a testé des robots pour la lutte contre les mauvaises-herbes.

Il est possible de réduire d'avantage l'usage de PPP mais cela exige un travail de recherche et de développement intense et de longue haleine. De même dans l'évaluation du risque pour les abeilles, l'effet de l'exposition à de multiples pesticides ou la combinaison avec d'autres facteurs de stress doit encore mieux être appréhendé et les connaissances progresser.

Agroscope en tant qu'institution de recherche est là pour améliorer les connaissances mais il appartient aux politiciens et à la population suisse d'orienter la politique agricole suisse.

Prof. Alexandre Aebi, maître d'enseignement et de recherche en Agroécologie, Université de Neuchâtel

Les pesticides de synthèse et en particulier les néonicotinoïdes ont des effets négatifs sur la santé de nos abeilles, au niveau de l'individu, de la reine et de la colonie. Précisons ici que le

peu d'effets documentés pour les autres molécules ne signifie pas qu'elles sont inoffensives, mais bien qu'elles n'ont pas été assez étudiées. Il est d'ailleurs urgent d'y remédier.

Au niveau de l'individu, les néonicotinoïdes altèrent les fonctions locomotrices des abeilles, dérèglent leur système respiratoire et altèrent le développement de leur cerveau en causant une perte de mémoire olfactive et une incapacité à s'orienter dans l'espace. Ces effets diminueront la capacité de nos butineuses à remplir leur rôle. D'un point de vue physiologique, ces molécules inhibent le développement des glandes produisant la gelée royale, ce qui empêchera les nourrices de nourrir correctement le couvain en développement. Enfin, les néonicotinoïdes diminuent le comportement hygiénique des abeilles et affaiblissent leur système immunitaire avec comme conséquence une augmentation du taux d'infestation par le varroa. Le glyphosate, un désherbant couramment utilisé, a un effet négatif sur le microbiote de nos abeilles, affaiblissant leur système immunitaire. Les pesticides ont un effet négatif sur plusieurs fonctions vitales de nos abeilles.

Au niveau de la reine, des chercheurs suisses ont démontré qu'une exposition aux néonicotinoïdes diminuait la capacité de la reine de stocker les spermatozoïdes reçus lors de son vol de fécondation. La quantité et la qualité du sperme nécessaire au renouvellement de la population est affectée. D'un point de vue apicole, il devient en effet nécessaire de changer nos reines tous les deux ans, voire tous les ans.

Au niveau de la colonie, ces effets négatifs s'additionnent pour aboutir à des colonies plus petites en raison d'une diminution de la quantité de couvain et du nombre d'ouvrières, plus susceptibles de mourir et qui dysfonctionnent. Les colonies exposées aux néonicotinoïdes souffrent d'une augmentation de la mortalité des larves de 18 % et d'une diminution de la durée de vie de 23 %. La diminution de la capacité de vol des butineuses et la diminution du nombre de vol impactent les colonies qui sont moins capables de survenir à leurs besoins en nourriture.

La dangerosité des pesticides pour la santé de nos abeilles est scientifiquement établie et fait consensus.

Interviews Pour ou Contre

Introduction

La question des pesticides gagne du terrain dans le débat public et une partie de plus en plus importante de la population s'inquiète des effets des résidus chimiques dans notre environnement naturel. L'initiative « Pour une Suisse sans pesticides de synthèse » et l'initiative « Pour une eau potable propre » sont l'expression de ce malaise. Les deux textes visent essentiellement à restreindre ou à interdire complètement l'utilisation des pesticides de synthèse dans l'agriculture. À l'approche de la votation du 13 juin 2021, la revue apicole Schweizerische Bienen-Zeitung a posé quelques questions aux partisans et aux opposants. Andreas Bosshard, directeur général de Vision Landwirtschaft et producteur de fruits et de semences, fait campagne pour que les deux initiatives soient adoptées. Markus Ritter, président de l'Union suisse des paysans et conseiller national, fait campagne pour un double « non ».

Les arguments du « Oui » :

Andreas Bosshard, Vision Landwirtschaft

1. Que gagneront Mme et M. Suisse en votant deux fois oui aux initiatives « Pour une Suisse sans pesticides de synthèse » et « Pour une eau potable propre » ?

Les contribuables ont investi 50 milliards de francs dans l'agriculture suisse au cours des 15 dernières années. Il s'agit de sommes énormes, cinq fois plus élevées que dans les pays voisins si l'on tient compte des prix. En contrepartie, on promettait à la population une agriculture durable et un approvisionnement sûr en denrées alimentaires, mais à l'arrivée, c'est un secteur agricole qui n'a fait aucun progrès depuis lors en ce qui concerne tous les graves problèmes environnementaux - également en comparaison avec d'autres pays - et qui, dans le même temps, est devenu de plus en plus dépendant des pays étrangers. Cette situation est également de plus en plus préjudiciable à l'agriculture elle-même.

En votant en faveur des deux initiatives, les Suissesses et les Suisses se prononcent en faveur d'un changement de cap urgent dans une politique agricole qui a jusqu'à présent encouragé ces excès avec l'argent des contribuables au lieu de les prévenir. - Toutefois, ces deux initiatives ne suffiront pas à elles seules. De nouvelles étapes vers une agriculture digne de nos petits-enfants et capable de voler de ses propres ailes seront inévitables. Il est donc d'autant plus important de faire le premier pas maintenant et, avec un double Oui, de forcer les politiciens, qui ont été bloqués par l'industrie agroalimentaire et l'Union suisse des paysans, à agir enfin.

2. Pourquoi les consommateurs devraient-ils accepter une éventuelle augmentation des prix et prendre le risque d'une pénurie alimentaire à ce moment précis ?

Dans une situation où nous jetons un tiers de la nourriture que nous produisons, il est cynique de parler de « pénurie » de nourriture si nous en produisons un peu moins avec une agriculture durable. Des calculs sérieux montrent que si les deux initiatives sont adoptées, la quantité de nourriture produite en Suisse diminuera d'un maximum net de 5 à 7 %. Par rapport au gaspillage alimentaire - que nous pouvons éviter ! - il s'agit d'une petite fraction. Consacrons donc nos efforts à nourrir le monde là où cela fait une différence, c'est-à-dire en réduisant notre gaspillage de produits alimentaires, ou même avec une consommation réduite de viande. Nous pourrions alors nous passer en toute confiance des pesticides et accepter des rendements un peu plus faibles. En contrepartie, nous et nos petits-enfants bénéficieront d'une eau potable saine et d'un paysage agricole non empoisonné.

3. L'agriculture suisse peut-elle maintenir une offre en denrées alimentaires de qualité en Suisse sans pesticides de synthèse ?

L'idée que le monde ne peut être nourri qu'à l'aide de pesticides est l'un des mythes que l'industrie agro-alimentaire a réussi à insinuer dans l'esprit de la population et des politiciens. Il est plus difficile de comprendre pourquoi l'Union suisse des paysans s'est laissée instrumentaliser pour reprendre ce slogan à son compte. Des milliers d'agriculteurs travaillent déjà totalement ou en grande partie sans pesticides. La Suisse est un pays de prairies et de pâturages. Les trois quarts des terres n'ont déjà plus besoin de pesticides. Et sur les terres

arables et dans les cultures spéciales, des solutions sont disponibles presque partout pour assurer une protection efficace des plantes, totalement sans pesticides et à faible coût. Là où cela n'est pas encore possible aujourd'hui, la recherche et la pratique travaillent à plein régime pour développer des solutions.

4. Le Parlement a récemment adopté plusieurs trains de mesures visant à protéger les abeilles et les insectes. Quel est donc l'intérêt de ces deux initiatives qualifiées d'« extrêmes » par les opposants ?

Comment apisuisse peut-elle reprendre à son compte le slogan d'« initiatives extrêmes », alors que les deux initiatives aideraient assez directement les apiculteurs ? Les paquets de mesures prises ou prévues par la Confédération dans le cadre du « Plan d'action Produits phytosanitaires » sont extrêmement timides et ne font pratiquement rien pour les abeilles. Toutes les mesures réellement efficaces proposées par Vision Landwirtschaft et plus de 20 autres organisations dans le « Plan de réduction des pesticides Suisse » sont absentes du « paquet de mesures » du gouvernement fédéral. C'est précisément la raison pour laquelle les initiatives sont nécessaires. Elles ne sont en rien « extrêmes ».

5. Le renforcement des règles dans un petit pays comme la Suisse apportera-t-il quelque chose ou ne sera-t-il qu'une goutte d'eau dans l'océan, sachant que l'utilisation des pesticides est déjà assez strictement réglementée en comparaison internationale ?

Si chaque pays, chaque personne, agissait selon cette logique égoïste, rien ne changerait jamais dans le monde. La Suisse, en particulier, pourrait faire une grande différence pour le monde entier si elle était l'un des premiers pays à ouvrir la voie et à montrer que l'agriculture durable et sans pesticides fonctionne. Cela donnerait également à nos producteurs une perspective sur le marché, car cela nous permettrait de nous différencier et de différencier nos produits des autres pays. C'est absolument crucial si nous voulons être en mesure de justifier des prix plus élevés à long terme. Nous considérons donc qu'un « non » aux initiatives est très défavorable à l'agriculture, également d'un point de vue entrepreneurial.

6. Comment justifiez-vous votre « oui » en une seule phrase ?

En votant « oui », je vote pour un changement d'orientation urgent de la politique agricole et pour une agriculture suisse qui joue un rôle de premier plan sur le marché en matière de durabilité.

Les arguments du « Non » :

Markus Ritter, Union suisse des paysans

1. Pourquoi Mme et M. Suisse devraient-ils voter deux fois non aux initiatives « Pour une Suisse sans pesticides de synthèse » et « Pour une eau potable propre » ?

Parce que cela signifierait moins de production nationale, plus d'importations, des prix alimentaires plus élevés, plus de déchets alimentaires, des pertes d'emplois et de création de valeur. Et tout cela sans aucun effet positif sur l'environnement ou l'eau. L'initiative sur

l'eau potable en particulier est une pure imposture. Cela n'a rien à voir avec l'eau potable. Au contraire, elle veut bouleverser la politique agricole.

2. La proportion d'autosuffisance alimentaire (qui n'est actuellement que de 58 %) diminuerait-elle vraiment de manière drastique en cas de double oui, ou cet argument est-il simplement alarmiste ?

Les exigences des deux initiatives sont clairement différentes. Les conséquences le sont aussi. « L'initiative pour une Suisse libre de pesticides » veut interdire l'utilisation de pesticides de synthèse dans l'agriculture et la production alimentaire. Des études montrent que cela réduirait les rendements d'environ 30 %. Cela entraînerait une baisse correspondante de l'autosuffisance et une augmentation des importations. Les mêmes exigences s'appliqueraient à ces dernières. Il en résulterait un diktat de l'État sur l'offre et une hausse significative des prix des denrées alimentaires en Suisse. Cela stimulerait le tourisme d'achat.

L'initiative pour l'eau potable, quant à elle, veut lier les paiements directs à deux exigences principales qui ne sont pas très efficaces : seuls ceux qui n'utilisent aucun pesticide et produisent eux-mêmes toute la nourriture de leurs animaux devraient encore les recevoir. Selon le type d'exploitation, les agriculteurs prendront un chemin différent. Les producteurs de fruits, de légumes et de vin renonceront aux paiements directs parce qu'ils ne peuvent pas se passer des produits phytosanitaires. Il est peu probable que l'on assiste à un déclin de la production nationale dans ce domaine. Mais il y aura un effet négatif sur l'environnement et l'eau. Dans les cultures arables, une telle spécialisation n'est pas possible en raison de la rotation des cultures. C'est pourquoi la culture de plantes difficiles comme la pomme de terre, le colza, la betterave sucrière et d'autres encore va diminuer massivement. La renonciation aux paiements directs ou l'abandon de la production sont également les deux voies possibles pour la grande majorité des exploitations avicoles et porcines. Dans les deux cas, il n'y a aucun avantage pour l'environnement, car l'empreinte est également plus élevée pour les importations.

3. Pourquoi les agriculteurs suisses continuent-ils à privilégier la production de masse au détriment d'une production quasi naturelle et durable ?

Parce que la demande correspondante n'existe pas. L'agriculture biologique aurait pu se développer massivement chez nous il y a de cela longtemps si la part de marché ne stagnait pas à un modeste 11 %. Les agriculteurs doivent couvrir leurs frais : des exigences supplémentaires impliquent des productions à plus forte valeur ajoutée. Sinon, ils ne peuvent pas survivre en tant qu'entrepreneurs.

4. Comment les conditions de vie des abeilles, qui sont manifestement affectées par l'utilisation des pesticides, pourront-elles être effectivement améliorées malgré un vote négatif ?

Un large éventail de mesures a déjà été pris et les produits considérés comme dangereux pour les abeilles ont été retirés de la circulation. L'initiative lancée par le Parlement « Réduire les risques liés à l'utilisation des pesticides » fixe également des objectifs et des délais contraignants et rend ainsi contraignant l'actuel Plan d'action Produits phytosani-

taires. Sa mise en œuvre n'est pas un long fleuve tranquille pour les familles d'agriculteurs. Nous devons faire face à une réduction de la sécurité d'approvisionnement qui en résulte. Nous avons donc besoin de toute urgence d'une intensification de la recherche pour développer de nouvelles variétés et alternatives.

5. Que fait concrètement l'Union suisse des paysans pour renforcer la confiance des consommateurs dans l'agriculture nationale ?

Les enquêtes montrent de manière répétée que les consommateurs ont déjà une grande confiance dans l'agriculture locale. Nous nous efforçons de maintenir cette situation : nous optimisons constamment notre production depuis de nombreuses années. Il ne s'agit pas de grands bonds, mais d'améliorations continues qui sont réalisables et durables pour les familles d'agriculteurs et qui sont également en phase avec l'évolution de la consommation.

6. Comment justifiez-vous votre double « non » en une phrase ?

Il s'agit de deux initiatives de promotion des importations qui affaiblissent notre approvisionnement régional et ne profiteront ni à l'environnement ni à la qualité de l'eau.

Publicité

**Offrez-vous
des outils de qualité :**

- tout en acier inoxydable, efficace et solide
- résistant aux traitements aux acides
- également pour ruches DB

Bandes porte-cadres*, dès Fr. 2.40

**Liteaux pour planchettes
de couverture, dès Fr. -.50**

**Clous ou vis inox pour porte-cadres
et liteaux**

Nourrisseurs LEUENBERGER

Entrées de ruches WYNA-DELUXE

Grilles Anti-Varroa* 29,7 x 50 x 0,9 cm

*dimensions sur demande

JOHO & PARTNER

5722 Gränichen

Tél./Fax 062 842 11 77

Réponse en français 079 260 16 67

www.varroa.ch

Trouvez

**L'ANCIENNE
LIBRAIRIE APICOLE
ROMANDE** sur

bouquinsagogo.ch/catalogue

NUCLÉS BURKI

dès le début juin

reines sélectionnées 250.-

Gérard Python

Sous-Chaumont 5

2063 Fenin

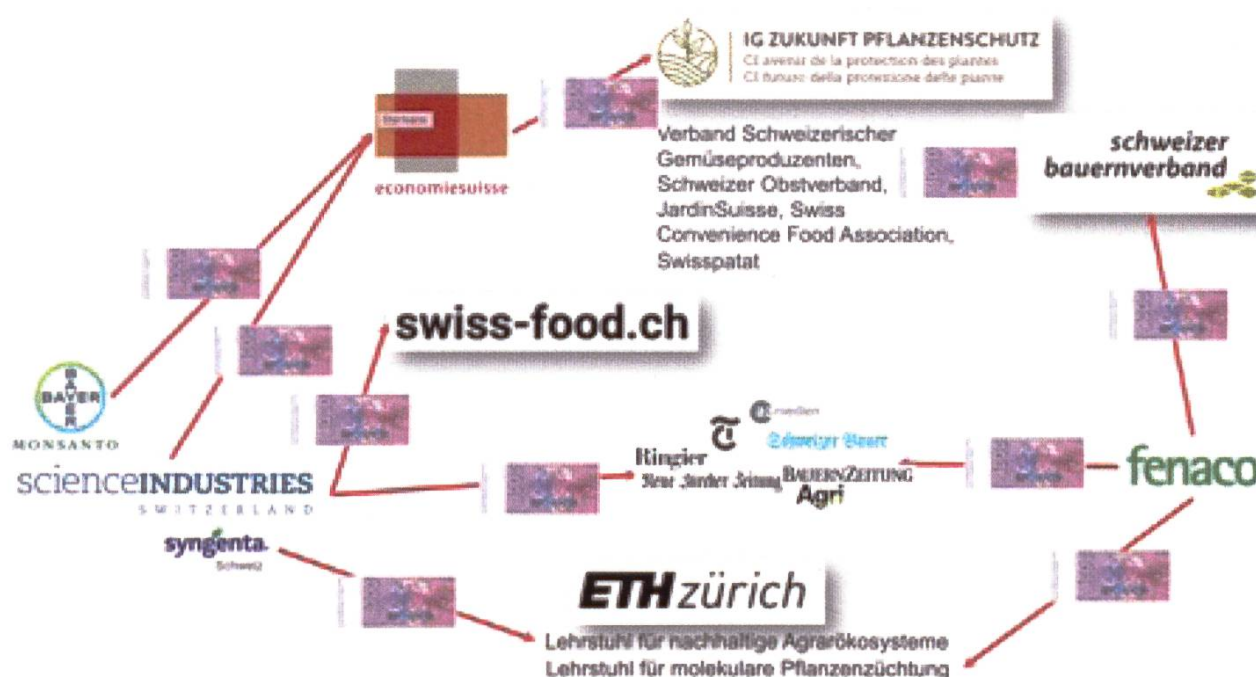
038 724 69 56

Les onze questions d'un paysan aux parlementaires fédéraux

Mesdames et Messieurs les parlementaires fédéraux,

Suite aux différentes assemblées des délégués de certains partis politiques de notre pays ces derniers temps et des mots d'ordre qui en sont issus au sujet des votations du weekend dernier et de juin prochain notamment, en tant qu'agriculteur (ou viticulteur) vivant exclusivement du produit du sol de son exploitation, je me pose les questions suivantes :

- Pourquoi, en matière de protection de l'environnement et de santé publique, le paysan que je suis doit aujourd'hui compter sur les partis de gauche (ou autres assimilés) pour défendre la santé et la fertilité du sol suisse ?
- Le bon état de mon sol assure la pérennité de mon domaine, celle de ma profession et représente également un avenir pour mon fils, sa femme et ses enfants, au-delà des générations comme il en a toujours été pour notre famille depuis maintenant près de deux siècles.
- Lors du scrutin du 13 juin prochain, le citoyen aussi se posera la question : « Quelle décision me garantira une nourriture saine et assurera un avenir à la paysannerie que je soutiens ? »
- Quels sont les partis qui aujourd'hui soutiennent ouvertement ces valeurs ?
- Alors que 5 associations paysannes soutiennent l'initiative « Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse », comment certains agriculteurs peuvent-ils la considérer comme « anti-paysans » ?
- Pourquoi devoir attendre Pro Natura et sa campagne « Stop à l'agrobusiness » pour constater le malaise existant entre petits paysans et agrochimie ?



- Comment circule et d'où vient l'information ?
- L'Union Suisse des Paysans (USP) soutient-elle vraiment une agriculture indigène durable en favorisant depuis quelques décennies la signature de nombreux traités de libre-échange internationaux, comme celui qui vient d'être accepté ?
- Le principal lobby agricole suisse, lié au distributeur d'intrants agricoles Fenaco, ne soumet-il pas ainsi ses membres agriculteurs à une étroite dépendance à l'agrochimie qui, sous couvert de sites trompeurs (swiss-food.ch, agriculture-durable.ch) fait ouvertement la promotion d'une agriculture industrielle ?
- Par la presse, peut-on encore croire à une information objective, sachant les principaux groupes media de notre pays soutenus par l'agro-business, le groupe Sciences-Industries ?
- Et finalement, est-ce que les personnalités politiques du centre et de droite (PDC-Le Centre, PLR, JLR, VL, UDC, JUDC) représentent encore aujourd'hui les valeurs du monde rural auquel j'appartiens et qui était, entre autres et jusqu'à peu, le terreau fertile de leur succès électoral ?

Merci du fruit de votre réflexion sur le sujet que je me réjouis de partager avec vous.

Au plaisir de vous lire et avec mes cordiales salutations

Jean-Denis Perrochet, Vigneron-encaveur, 2012 Auvernier



Journée suisse des abeilles reportée

Cet événement majeur prévu pour le 19 juin 2021 doit être reporté à nouveau en raison de la situation liée au Corona.

La première Journée suisse des abeilles aura donc lieu le 2 juillet 2022 à Lyss.

www.abeilles.ch/journeeabeilles